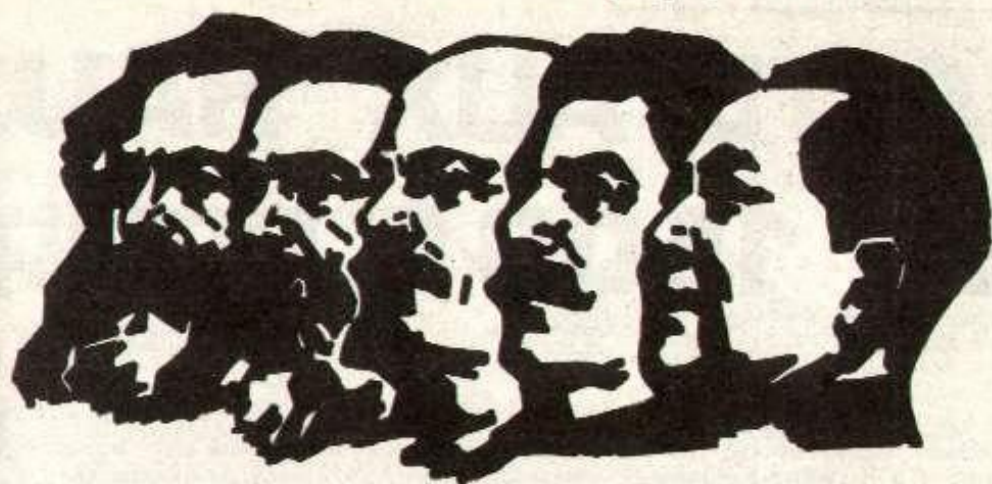


front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 77

N° 78 / 5 juillet 1973 / 1F

CCP Front Rouge 31 191 14 La Source

BP 464 75065 PARIS CEDEX 02

HALTE AUX HAUSSES LES 1500 F. POUR 40H

La hausse des prix atteint un rythme si rapide que le gouvernement lui-même est obligé d'en parler. Le bluff «Baisse TVA» a tout juste réussi à camoufler, deux mois avant les élections, la hausse générale. A présent, l'indice officiel avoue 0,9 % d'augmentation pour le seul mois de mai. Ce qui annonce une hausse officielle d'au moins 10 % pour l'année en cours.

suite page 2

*à propos de la dissolution de la
ligue trotskiste*

**interview de
BERNARD REY**

militant marxiste-léniniste
condamné en 1970 sous
l'inculpation de reconstitution
du P.C.M.L.F.

en page 5



en page 8

11 سنة مضت،
والشعب الجزائري أخذ
السداح بيديه ليحارب
الامبريالية الفرنسية.

il y a 11 ans.

le peuple algérien
les armes à la main,
chassait
l'impérialisme français

HALTE AUX HAUSSES LES 1500 F. POUR 40H

Mais ce ne sont là que des «moyennes» truquées de mille manières. Ce qu'elles cachent, c'est une hausse bien plus rapide de le plus souvent deux fois plus rapide, de toutes les dépenses auxquelles ne peuvent échapper les familles ouvrières :

- alimentation : la viande de bœuf devenant de plus en plus inaccessible, il faut se rabattre sur le porc, la charcuterie, les œufs. Or ils progressent officiellement au rythme de 24 à 25 % par an. De même pour les fruits et les légumes.

- loyers : cette année les hausses des loyers HLM sont allées jusqu'à 20 %. De même pour les impôts locaux. Quant aux charges, couramment, elles ont doublé ou triplé.

- transports : la hausse prévue du ticket de métro et de la carte hebdomadaire atteindra 25 % et plus.

- santé : à la suite d'une récente décision, les tarifs des visites médicales ont globalement augmenté de 20 %.

Voilà par de là l'indice officiel ce qu'avouent les chiffres (officiels eux aussi!) Et encore restent-ils bien en dessous de la réalité. C'est évident par exemple pour les fruits (cerises, pêches) qui ont grimpé en flèche, ce mois-ci par rapport à l'année dernière. Les gérants de foyers de jeunes travailleurs (ALJT) ont lâché le morceau : décréter 20 % d'augmentation des pensions, c'est de leur propre aveu, se «rapprocher de la vérité des prix»

c'est à dire de la hausse véritable du coût de la vie pour la classe ouvrière.

Et il ne s'agit pas d'une flambée passagère. Après la chute du dollar et la dislocation du système monétaire, l'inflation, maladie chronique du capitalisme, est entré pour l'ensemble du monde capitaliste dans une phase aiguë, sans précédent depuis la guerre. Et aucune acalmie n'est en vue, bien au contraire.

Face à cette situation, la CGT ressort son vieux slogan : «Les prix s'envolent, une solution, l'échelle mobile» titre la dernière V.O. L'échelle mobile c'est à dire un «accord» entre gouvernement, patrons et syndicats prévoyant une hausse automatique des salaires en fonction de la hausse des prix. Mais les travailleurs savent bien que le SMIG par exemple qui doit aussi suivre les prix, est toujours très largement en retard. Certes, répond la CGT c'est la faute à l'indice officiel... mais «la CGT a mis au point, son propre indice qui élimine précisément les défauts de l'indice officiel (...) et c'est le genre d'indice, qu'il nous faut précisément pour l'échelle mobile».

Charlatans ! Qu'annonce leur «indice sérieux» pour le mois de Mai ? 0,8 %, moins que l'indice officiel (0,9 %) archi truqué ! Et ce n'est pas la première fois. Ainsi avec ce «genre d'indice», ils réclament une «échelle mobile» qui serait un nouveau carcan

pour imposer à la classe ouvrière la baisse de son pouvoir d'achat.

La lutte contre l'inflation accélérée, contre l'offensive de la de la bourgeoisie pour abaisser notre salaire réel est, plus que jamais urgente. Organisons-la sur des bases claires !

Il y a cinq ans, en Mai 68, les travailleurs, ceux de Renault en particulier, ont exigé 1 000 F par mois minimum. La CGT et la CFDT n'ont vraiment mis en avant cette revendication que... 4 ans après au printemps 72 ! Maintenant que Messmer promet pour le 1er juillet, le SMIG a 5,20 F de l'heure, soit presque 1 000 F par mois (pour 44 heures par semaine) CGT et CFDT demandent seulement 1 100 F.

Mais en cinq ans, le coût de la vie, et notamment de l'alimentation a augmenté d'au moins 50 %. 1 000 F en mai 68, cela veut dire aujourd'hui 1 500 F minimum pour 40 h par semaine. C'est ce que réclament les OS de Peugeot, St Etienne, Citroën - Reims, et Wendel Sidérol - Hayange.

Avec les marxistes-léninistes, les vrais communistes, organisons nous et luttons pour nos revendications propres :

- 1 500 F minimum pour 40 h par semaine.
- transport gratuit.
- temps de transport payé comme temps de travail.
- pas de loyers supérieurs à 10 % du salaire.

feyzin

lutte contre une usine dangereuse

Le quartier de la tour à Feyzin est un quartier ouvrier entouré de plusieurs usines de la chimie : Air Liquide, Rhône Poulenc, raffinerie. Le samedi 24 Mars 73, un feu allumé dans un champ se communique aux broussailles qui entourent l'Air Liquide. Bientôt, ce sont des flammes de 10 mètres qui viennent lécher les cigares de gaz explosifs de l'Air Liquide. L'incendie prend rapidement une telle ampleur que tous les habitants du quartier évacuent leurs maisons.

En effet, dans leur soif criminelle de profits, les patrons de l'Air Liquide méprisent les règles les plus élémentaires de sécurité : aucun service de sécurité à l'Air Liquide, pas le moindre pompier, aucune bouche d'incendie à l'extérieur et à proximité de l'usine, seulement 2 ouvriers pour surveiller l'usine le jour de l'incendie. Une catastrophe est évitée de justesse...

Sous l'impulsion des Communistes Marxistes-Léninistes de Front Rouge, un Comité pour l'Hygiène et la Sécurité du quartier de la Tour, qui regroupe des habitants du quartier, réagit immédiatement. Dans une lettre au maire de Feyzin, il exige "qu'une commission de la commune vienne visiter les lieux, que des usines présentant de tels dangers soient entourés d'une piste facilitant l'intervention des pompiers, munis du matériel approprié, enfin que les broussailles qui sont autant de foyers d'incendie possibles sur les terrains de Rhône Poulenc, de la SNCF, de la raffinerie, soient détruites".

Le 7 avril, selon la revendication du Comité Hygiène et Sécurité, une délégation du conseil municipal visite avec le Comité les terrains entourant les usines : terrains couverts d'immondices, et de broussailles, peuplés de rats et de serpents. Ces terres aujourd'hui à l'abandon, étaient auparavant cultivées par les paysans. Mais dans les années

60, elles leur ont été rachetées à des prix ridiculement bas. Pour les grands trusts de la chimie, l'important est de se constituer un territoire pour pouvoir s'agrandir plus tard. Que leur importe que ces terres laissées à l'abandon deviennent des foyers de vermine et d'incendie pour les habitants du quartier ?

Les camarades de Front Rouge réclament que ces terres soient redonnées par les grandes boîtes de la chimie à des paysans ou à des ouvriers de Feyzin : un champ ou un jardin bien tenu ne brûle pas comme un buisson de ronce.

Dans un journal fort bien accueilli par les ouvriers et les paysans, les camarades de Front Rouge posent à nouveau le problème des terres abandonnées et popularise les revendications du Comité d'Hygiène et de Sécurité du quartier.

Les initiatives des camarades ont eu d'autant plus de poids qu'ils sont connus pour les actions qu'ils ont menés dans le passé, pour la défense des travailleurs du quartier :

- voici quelques années, lors de l'incendie de la raffinerie de Feyzin, les camarades avaient dénoncé la menace que cette raffinerie fait peser sur la sécurité et les conditions de vie (pollution des cultures, etc...) de la population.

- cette année, les camarades ont organisé la lutte contre l'expulsion des travailleurs immigrés du bidonville de Feyzin.

- courant mai, les premiers résultats apparaissent : désherbant autour de "l'Air Liquide" et début de construction d'une piste entourant l'usine.

De plus, 57 hectares sont remis temporairement aux paysans qui peuvent à nouveau cultiver des champs qui leur avaient été arrachés.

correspondant Feyzin.

nice

l'éducation nationale organise le fichage politique des élèves

Dans les lycées de Nice, l'administration a fait remplir aux élèves un questionnaire distribué juste après la retombée du mouvement lycéen : que nous a transmis notre correspondant.

Tout d'abord, on nous annonce que le questionnaire est anonyme. Or la première page intitulée «qui êtes-vous?» est entièrement consacrée à obtenir une série de renseignements très précis sur chaque élève (classe, sexe, âge, situation de famille, profession exacte des parents, etc...) permettant d'identifier l'élève à l'aide des fiches établies pour tous les élèves lors de leur inscription dans l'établissement, pour savoir qui a répondu telle ou telle chose.

Dans le lot des questions citons : «Parmi les quotidiens suivants lequel lisez-vous le plus souvent?» (souligné dans le questionnaire), et il faut préciser encore avec quelle régularité. «Parmi les hebdomadaires suivants souligner celui que vous lisez le plus souvent?» suit une liste très variée allant de «La Cause du Peuple» à «Ordre Nouveau»...

Presqu'une page entière est consacrée à l'Indochine et à la Palestine ; avec des questions du genre : «les kurdes sont-ils les membres d'une organisation palestinienne?», l'éducation nationale veut savoir quel intérêt porte tel ou tel lycéen à la lutte du peuple palestinien.

En répondant par oui ou par non à des questions telles que «l'aide des pays riches aux pays du tiers monde est désintéressée», «S'il y avait moins d'étrangers en France, il y aurait moins de chômeurs», c'est la position de chaque lycéen sur l'impérialisme et

en particulier sur l'impérialisme français que l'administration veut recenser.

Certaines questions ont pour but, non seulement de connaître l'opinion des élèves mais aussi de voir quels mythes, anciens et nouveaux de la bourgeoisie ont encore des chances d'influencer sur les jeunes. Dans une rubrique du questionnaire intitulée : «vos opinions» c'est toute une série de thèmes complètement éculés sur lesquels les lycéens doivent se prononcer par Oui ou par Non.

Exemples : contre la Chine socialiste : «Le péril jaune existe et devient chaque jour plus grand»; contre les peuples opprimés : «l'argent donné par notre pays au Tiers-Monde serait mieux utilisé en France» etc... etc...

Et parmi les vieilles tromperies un peu rénovées que la bourgeoisie cherche à inculquer, l'idée d'une économie possible qui ne serait ni capitaliste, ni socialiste, et qui existerait en France aujourd'hui s'il fallait en croire Pompidou, Messmer et Cie. Ainsi, en dernière page, les lycéens sont invités à classer un certain de pays, dont la France en 3 catégories : «économie socialiste, économie capitaliste, économie mixte» et l'on précise pour économie mixte : «capitalisme+ secteur public».

Avec une telle enquête, la bourgeoisie veut se donner les moyens de lutter plus efficacement contre les idées révolutionnaires et les lycéens qu'elles influencent. C'est en droite ligne les déclarations menaçantes du ministre de l'éducation nationale Fontanet qui, au lendemain du mouvement lycéen proclamait sa ferme intention de briser dans l'œuf toute lutte révolutionnaire de la jeunesse scolarisée.



Pour les 1 500 F, les ouvriers de Peugeot ont affronté les flics

ramassage scolaire

la chasse au profit assassine 4 enfants

A Nantiat, 4 enfants sont morts dans l'accident d'un car de ramassage scolaire. Le car était surchargé : 75 enfants pour 52 places ; il avait 3 pneus lisses ; il n'avait aucune autorisation officielle pour assurer un transport public. Cet accident est un assassinat.

Qui est responsable ? La Société Bertrand, propriétaire du car qui utilise des camions à bout de rouleau afin de rentabiliser au maximum ce ramassage scolaire et en faire une affaire d'or. C'est là une application de la loi du profit maximum qui régit la société capitaliste.

La société Bertrand n'est pas non plus seule en cause. Les pouvoirs publics, en l'occurrence le sous-préfet, alertés à

plusieurs reprises sur le mauvais état des cars Bertrand, avaient assisté à une réunion où la Société Bertrand s'était engagée à faire des réparations. 15 jours plus tard, le car reprenait son service sans réparations et sans réaction du sous-préfet. Qu'importe en effet aux pouvoirs publics la réglementation de la sécurité du ramassage scolaire qui touche dans les campagnes les enfants des paysans les plus défavorisés, les gros propriétaires préférant et de loin envoyer leurs enfants dans des écoles privées ? Certes, le préfet a retiré l'autorisation accordée à la Société Bertrand... le lendemain de l'accident. Il était temps ! La société Bertrand, elle, a eu le temps de multiplier ses bénéfices avec des cars amortis depuis longtemps. 4 enfants eux, en sont morts, victimes du Capital !

fos : CFEM

le travail des marxistes-léninistes pendant la grève

La CFEM, fabrique de grosses charpentes métalliques emploie sur le site de FOS 70 ouvriers en majorité des jeunes et un nombre d'intérimaires variable suivant les périodes.

Depuis un moment, et sous l'impulsion des marxistes-léninistes, plusieurs revendications sont en suspens :

● 4 % d'augmentation d'état dûs légalement mais que le patron refuse, prétendant les avoir donnés après la lutte précédente.

● temps de transport payé comme temps de travail.

● suppression de l'abattement de 1 % par heure pour fait de grève.

Depuis un moment aussi, ceux des délégués CGT qui sont révisionnistes, montent chez le patron et redescendent avec des promesses de réponse : il apparaît vite clairement aux yeux de tous qu'ils ne veulent pas engager la lutte.

Aussi les ouvriers annoncent aux délégués CGT révisionnistes qu'ils font grève le 19 en bloquant les portes, ceci à l'initiative des ML et d'un grand nombre de jeunes ouvriers combattifs.

Mais la volonté de lutte n'en était pas encore à la grève illimitée. Le piquet diminue pendant la journée du 19. Les marxistes-léninistes estiment que cela est dû à l'absence de perspectives revendicatives, ils proposent la reprise du travail et une assemblée ouvrière le lendemain à l'heure du casse-croûte si le patron ne donne pas de réponse. La proposition

est adoptée. Le patron annonce qu'il accorde les 4 % d'augmentation d'état. Les ML maintiennent leur proposition : « on essaye de nous calmer par des augmentations de salaire, on laisse de côté les véritables revendications ».

Le mercredi à 9 heures les ouvriers de la boîte et les intérimaires débrayent. Le cahier est élaboré, directement inspiré de la plateforme revendicative nationale des ML qui avait été proposée les semaines précédentes :

● A travail égal, salaire égal ; suppression des échelons intermédiaires entre les qualifications.

● temps de transport payé comme temps de travail.

● suppression des 3 jours de carence pour maladie.

● transport des blessés à l'hôpital immédiatement.

● paiement des heures de grève et du déplacement aux ouvriers intérimaires.

Nouvelle manœuvre révisionniste : ils proposent une réunion de délégués pour préparer le cahier de revendications et discuter des formes de lutte ! Les ouvriers, sous l'impulsion des ML ripostent immédiatement en imposant la présence d'ouvriers à cette réunion : c'est le « conseil syndical » remis sur pied qui devient une arme aux mains des ouvriers pour maintenir leurs revendications face aux délégués révisionnistes.

Le conseil syndical après avoir imposé le vote à main levée aux délégués CGT, décide une grève perlée de 4 heures par jour. Le patron lâche alors l'abattement (1% par heure pour fait de grève) mais en même temps utilise sa maîtrise pour faire pression sur les ouvriers. Les délégués CGT révisionnistes profitent de ces pressions pour tenter d'imposer un vote à bulletin secret sur la poursuite de la lutte. Opposition résolue du conseil syndical qui comprend maintenant 20 ouvriers. Les délégués passent par dessus. Mal leur en prend. Le vote est très largement pour la poursuite (97 contre 10). Puis il devient clair que pour continuer, il faut passer à la grève illimitée et au piquet de grève, ce qui est décidé.

De cette lutte nous pouvons tirer plusieurs enseignements :

- les ouvriers ont manifesté leur volonté d'unité avec les intérimaires.

- ils sont en large accord avec la plateforme revendicative ML qui correspond à leurs aspirations d'ouvriers.

- ils ont manifesté leur ferme volonté de ne pas se laisser dessaisir de leurs revendications par les révisionnistes, en constituant un conseil syndical.

Les ML ont maintenant comme tâche urgente d'impulser et d'organiser le soutien financier.

La lutte continue.

Correspondant, le 26/8.

halte aux expulsions de logements



La bourgeoisie, sous la pression des luttes engagées par la classe ouvrière française et immigrée, a pris certaines mesures d'assouplissement de l'application de la circulaire Fontanet. Elle a présenté ce plan aménagé avec grand tapage comme une série de mesures prises pour « assainir les conditions de vie des travailleurs immigrés ». Dans le même temps elle renforce sa répression contre les travailleurs immigrés en appliquant à la lettre la Circulaire Fontanet concernant le logement et le contrôle de l'immigration.

Ainsi, dans la région parisienne, plus d'une centaine de travailleurs immigrés sont menacés d'expulsion de leur logement sous prétexte de

lutte contre les taudis. Comme aucune mesure de relogement ne leur est offerte, ils tombent directement sous le coup de l'application de la Circulaire Fontanet, ils risquent d'être expulsés de France !

A Paris, dans le 15e, 6 impasse Mt Tonnerre 100 travailleurs marocains sont aussi menacés d'expulsion d'ici la fin du mois.

A Puteaux, 19, rue Collin, 70 travailleurs marocains sont aussi menacés d'expulsion d'ici la fin du mois. Ils avaient racheté des logements dans le vieux Puteaux et les avaient aménagés pour vivre ensemble. Ils tombent sous le coup de la soi-disant « lutte contre les garnis clandestins » !

De la même façon, la bourgeoisie appliquée à la lettre et au-delà, ses mesures répressives de contrôle de l'immigration. 27 ouvriers turcs, ont ainsi été interceptés par les flics à Toul (alors que leurs papiers étaient en règle et qu'ils avaient l'argent nécessaire pour vivre en France pendant plusieurs semaines). Les flics les ont enchaînés deux à deux à la même paire de menottes, comme des criminels, les ont fait longuement attendre sur le quai de la gare de Toul, pour les accompagner jusqu'à Marseille dans un wagon qui leur était réservé !

Ces quelques faits de répression, parmi tant d'autres, prouvent bien que plus que jamais, la lutte contre la Circulaire Fontanet doit se développer. Tous les prétextes sont trouvés ou inventés par la bourgeoisie, pour chasser de France « légalement » les travailleurs immigrés soi-disant « irréguliers ».

Pour faire barrage à ces mesures d'expulsion, les marxistes-léninistes appellent à étendre dans les CACF la lutte contre la Circulaire Fontanet en lançant une vaste campagne contre les conditions de logement, en multipliant les initiatives favorables à la plus large unité possible de tous ceux qui veulent lutter contre la Circulaire Fontanet pour riposter à ces menaces d'expulsion.

Pendant les congés FRONT ROUGE ne paraîtra pas chaque semaine :

le n° 79 paraîtra le 12 juillet

le n° 80 paraîtra le 26 juillet

le n° 81 paraîtra dans la première semaine de septembre.

Le n° 80 sera un numéro spécial, et devra accompagner toutes les campagnes d'été des marxistes-léninistes ; chaque camarade, pour ses congés, doit se munir d'un certain nombre d'exemplaires pour le diffuser autour de lui. Passez vos commandes et n'oubliez pas de les régler.

FRONT ROUGE

pendant les congés

en vente: les brochures front rouge

- la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord. 1 F.
- l'intérim : organisation et exploitation du chômage 2 F.

ajouter 0,50 f, par brochure pour le port

demande de contact

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Profession _____

envoyez cette demande à :

FRONT ROUGE BP 464/75065 PARIS CEDEX 02

manoeuvres militaires à fos

Entre le 16 et le 25 juin, l'armée, la gendarmerie, les gardes mobiles et la police ont fait des manœuvres dans la région de FOS dans le cadre de la DOT (défense opérationnelle du territoire). Le thème en était : « repousser des éléments venus de l'étranger et rencontrant un fort appui à l'intérieur ».

Alors qu'il y a grève sur la plupart des chantiers de Fos et surtout un grand mécontentement des travailleurs, ces manœuvres ont un caractère d'intimidation évident. En effet des véhicules militaires de toutes sortes sillonnent sans cesse la campagne et les villes. La présence des militaires est très voyante comme par exemple des gardes mobiles en tenue de combat gardant le grand pont de Martigues.

Mesure d'intimidation à court terme mais aussi préparation de la contre-révolution à plus long terme.

Les travailleurs qui affrontent l'appareil d'état bourgeois (armée, police), qui voient ces manœuvres armées contre-révolutionnaires prennent de plus en plus conscience de la nature bourgeoise de l'Etat.

NON L'ETAT N'EST PAS AU DESSUS DES CLASSES COMME ESSAIE DE LE FAIRE CROIRE LES REVISIONNISTES DU P.C.F !

HALTE AUX MANOEUVRES D'INTIMIDATION DE L'ARMEE ET DE LA POLICE BOURGEOISES !

HALTE AUX PREPARATIFS CONTRE-REVOLUTIONNAIRES DE L'ETAT BOURGEOIS !

OUI NOTRE REVOLUTION SERA VIOLENTE !

les municipalités du p''c''f réclament leur part du profit de la construction de fos

Les maires P.C.F de Arles, Martigues, Port-de-Bouc, Port St Louis du Rhône, Berre, le Rove, St Chamas, St Mitre-les-Remparts, ont fait une déclaration reproduite par la « Marseille » du 25 juin.

1) Ils ne remettent en cause ni Fos, ni le pillage impérialiste et l'exploitation des travailleurs qui en est la caractéristique : « A partir d'une idée juste : celle de doter les Bouches-du-Rhône et la façade méditerranéenne d'un vaste complexe industriel et portuaire... ».

2) Ils veulent avoir leur part dans l'immense opération foncière qu'a été et est encore Fos : « du fait que les terrains ont été acquis pour pratiquement rien (9 F le m² pour UGINE et 5 F le m² pour SOLMER) les monopoles peuvent aisément sans être ruinés participer à un Fonds de concours payé par les industriels à raison de 2 F le m² de terrain. Ce qui pour 5 000 hectares ferait 10 milliards d'AF à se partager entre les communes du Golfe ».

3) Les révisionnistes veulent participer aux profits du pillage impérialiste des pays dominés. Leurs propositions sont claires et chiffrées :

-versement d'une taxe à la tonne de pétrole brut débarquée au port pétrolier de Fos qui sera payée par les pétroliers à raison de 2 F la tonne ce qui rapporterait pour 100 millions de tonnes de pétrole brut débarquées par an 20 milliards d'AF. Les chiffres sont sous-estimés puisqu'on estime à 154 millions de tonnes le pétrole brut importé en 1975.

-versement d'une taxe à la tonne de minerai brut importé qui sera supportée par les sidérurgistes et qui pourrait être évaluée à 4 F la tonne ».

On ne peut être plus clair : il s'agit d'un marchandage.

Dès lors est-il étonnant que cette déclaration arrive au beau milieu d'une grève dans laquelle la CGT essaie de laisser de côté les revendications essentielles des travailleurs sur les conditions de travail et de vie, et de détourner la lutte contre les licenciements vers la création d'un organisme regroupant :

Etat, patrons, syndicats, élus locaux et Port Autonome de Marseille ?

Surtout lorsque l'on sait que le Port Autonome de Marseille c'est G. Defferre et que celui-ci est associé avec les municipalités révisionnistes contre la loi Boscher qui, en organisant le regroupement des communes sous la direction du Préfet, donnait la direction administrative de Fos à celui-ci, et par son intermédiaire au Gouvernement. Par cette loi, socialistes et révisionnistes étaient exclus des fructueuses retombées de Fos. C'est pourquoi la déclaration dit aussi : « plus que jamais s'impose l'abrogation de la loi Boscher comme le propose une proposition de loi présentée par le groupe du P.C.F à l'Assemblée Nationale ».

Pour appuyer ce marchandage les maires révisionnistes concluent : « En conséquence de quoi ils décident qu'ils n'accepteront plus que la population augmente dans leurs communes si cela doit se traduire par une augmentation de la fiscalité ». Cela vise bien sûr les travailleurs immigrés. Résultat ? : des travailleurs viennent de Nîmes à 80 km de Fos pour y travailler, et ont 3 h de transport par jour. Des travailleurs immigrés viennent de Cavaillon, ils doivent partir de chez eux à 3 h 1/2 du matin pour rentrer à 19 h 30 le soir.

Toutes ces tractations illustrent ce que disait Lénine : « On conçoit que ce gigantesque surprofit (le pillage impérialiste) permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière ».

D'autre part il met en évidence la place et le rôle des municipalités dans l'appareil d'Etat bourgeois et dans la redistribution des surprofits impérialistes et de la plus-value extorquée à la classe ouvrière.

NON LA CLASSE OUVRIERE EN FRANCE NE SERVIRA PAS DE MASSE DE MANOEUVRE AU MARCHANDAGE BOURGEOIS DU P.C.F ET DU PS !

PROGRAMME COMMUN=PROGRAMME BOURGEOIS !

UNE SEULE SOLUTION LA REVOLUTION !

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

	France		Etranger	
Pli normal	1 an	20 F	1 an	40 F
	6 mois	10 F	6 mois	20 F
Pli fermé	1 an	70 F	1 an	100 F
	6 mois	35 F	6 mois	60 F

abonnement: 3 mois: 5 f

à propos des théories de la fascisation

La vague de répression qui s'abat sur les luttes ouvrières (Fos, Besançon, Grasse), la dissolution de la Ligue « Communiste » la manifestation du P « c » F pour « la défense des libertés », remettent à l'ordre du jour une question politique importante: oui ou non, existe-t-il en France un danger fasciste? La bourgeoisie s'engage-t-elle dans un processus qui mène au fascisme?

des mesures répressives dans le cadre de la démocratie bourgeoise

■ A l'appui de la théorie de la « fascisation du pouvoir », ses partisans apportent une série de preuves matérielles du renforcement de la dictature de la bourgeoisie: renforcement considérable de la police, développement de la branche « Défense Opérationnelle du Territoire » de l'armée, (spécialisée dans la répression d'éventuels mouvements insurrectionnels), adoption de lois répressives réactionnaires (notamment la fameuse loi « anti-casseurs ») etc...

■ Mais chacun sait que le pouvoir de la bourgeoisie s'exerce par son appareil d'Etat répressif, et que, dans le cadre même du régime de démocratie bourgeoise, la bourgeoisie n'hésite pas à la faire intervenir pour réprimer la classe ouvrière et les révolutionnaires, et se préoccupe constamment de le renforcer. Des « lois scélérates » d'avant 1914 à l'emprisonnement des communistes en 1920, de la constitution des CRS (avec les débris des GMR Vichystes) à la répression des grèves de 48, du « complot des pigeons » à l'application de l'article 16 pendant la guerre d'Algérie, de telles mesures n'ont pas manqué dans l'histoire de nos « républiques Démocratiques ».

Aussi est-ce dans la situation politique, dans la réalité des rapports de classe au moment présent de l'histoire, et non dans l'existence d'une série de mesures réactionnaires qu'on peut trouver la réponse à la question des projets politiques de la bourgeoisie.

L'expérience de l'instauration ou des tentatives d'instauration du fascisme dans les métropoles impérialistes montre que le fascisme est le produit politique de l'impérialisme, du capitalisme des monopoles: le fascisme comme le montrait Dimitrov au VII^e congrès de l'Internationale Communiste visait alors à faire retomber tout le poids de la crise économique sur la classe ouvrière, à préparer la guerre pour l'asservissement des peuples semi-coloniaux et le repartage du monde, à devancer la montée des forces de la Révolution en écrasant le mouvement Révolutionnaire des ouvriers et des paysans.

Crise économique d'une profondeur et d'une durée sans précédent, lutte pour le repartage du monde, montée de la Révolution Proletarienne: ces trois traits sont effectivement typiques de l'impérialisme, du capitalisme agonisant. Aussi les communistes avaient-ils raison, au lendemain de la victoire dans la guerre anti-fasciste, de souligner que le germe du fascisme demeurait, que le danger fasciste ne disparaîtrait de la surface du globe qu'avec la formation sociale qui le secrète: l'impérialisme. De là à faire de la lutte contre le fascisme leur tactique permanente sous la

dictature impérialiste, il y a un pas que les communistes ne franchiront pas. Revenons à notre pays aujourd'hui: la situation justifie-t-elle les théories diverses sur la « montée du fascisme »?

ou en est la crise de l'impérialisme ?

Sur le plan économique, la classe ouvrière connaît une aggravation de ses conditions de vie et de travail, marquée par l'intensification du travail, l'extension du chômage et la baisse du salaire réel; les couches petites-bourgeoises traditionnelles et les paysans individuels se voient progressivement chassés de leurs anciennes positions et réduits à la condition de prolétaires, tandis

que se développent des couches parasitaires; à l'intérieur de la bourgeoisie elle-même, la concentration du capital progresse de jour en jour. Autant de traits typiques de l'impérialisme à l'époque de sa crise générale. Autant de signes de la dépression qui vient, auxquels il faut ajouter la crise monétaire désormais permanente et l'aiguissement de la concurrence inter-impérialiste; mais non pas de traits d'une période de crise économique du type de celle des années 30; le grippage de toute la machine capitaliste, la régression considérable de la production qu'ont connus toutes les métropoles impérialistes, entre les 2 guerres, ne se sont pas encore produits. Tant bien que mal, les bagnes capitalistes produisent chaque année plus d'automobiles, plus de biens de toutes sortes, amenant progressivement le marché vers une saturation qu'il n'a pas encore atteinte. Pour féroce qu'il soit dans sa course aux profits maximums, la question ne se pose pas encore à l'impérialisme de faire porter à la classe ouvrière le poids de la

l'influence du révisionnisme la question de

Serait-ce alors dans la situation politique, dans la montée du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière qu'il faudrait chercher la justification de l'urgence de la lutte contre le danger fasciste? Dans les conditions de notre pays, quiconque ne se paye pas de mots doit lier son appréciation de la montée du mouvement révolutionnaire prolétarien à la perte de l'influence révisionniste sur une fraction appréciable de la classe ouvrière. Pour les marxistes-léninistes, la situation objective de la classe ouvrière en fait une classe révolutionnaire

qui les avaient déçus. Les grandes grèves qui, en 1971, ont vu les OS se dresser contre l'exploitation et ébranler l'édifice de collaboration de classe se sont déroulées sur des mots d'ordre qui, dans la lutte économique même, traduisaient encore l'influence du révisionnisme. Et si aujourd'hui, après l'échec électoral subi par « l'Union de la Gauche », de nombreux travailleurs entrent en lutte sur leurs propres mots d'ordre, rejetant le point de vue et les calculs de ceux qui se préparent à gérer le capitalisme, et exprimant parfois leurs aspirations à la Révolution nous sommes encore loin d'un mouvement révolutionnaire de masse, posant la question du pouvoir et disputant aux perspectives électorales révisionnistes en cul-de-sac, les larges masses de la classe ouvrière.

Les dernières élections législatives, la place qu'y a occupé « l'Union de la gauche » et les illusions qu'elle a pu semer, la préoccupation qu'a eue à cette occasion la bourgeoisie de reconstituer, à côté du parti révisionniste, un fort parti social-démocrate susceptible de participer à l'entreprise de tromperie électorale ne tracent pas le tableau d'une situation où la bourgeoisie se préparerait à renoncer aux commodités de la duperie parlementaire pour recourir au fascisme. Le révisionnisme et le réformisme sont encore pour un temps, de trop bons garants pour le maintien de son pouvoir.

Les théoriciens de la « fascisation » ont coutume de nier la difficile bataille contre le révisionnisme, de la considérer comme d'ores et déjà gagnée. Peu avant les élections de mars, au moment où le P « c » F et le PS avec la CGT et la CFDT, parvenaient à mettre pour l'essentiel sous l'éteignoir les luttes ouvrières en agitant leur « Programme commun »; au moment où nos camarades dans les entreprises nous disaient combien notre juste position d'abstention Révolutionnaire était à contre-courant face aux faux espoirs de la victoire électorale de « l'union de la Gauche », les plus bêtes de ces pourfendeurs du danger fasciste trouvaient le moyen de claironner que l'électoratisme était définitivement battu en brèche dans la classe ouvrière! Seule une secte étrangère dans son essence à la classe ouvrière, sourde à la voix des militants ouvriers qu'elle peut compter dans ses rangs, peut s'illusionner au point de prendre de cette manière son rabâchage de dogmes pour l'analyse de la situation concrète.

les petits bourgeois à la traine du P « c » F

Les théoriciens de la « fascisation », du « fascisme qui vient d'en haut » ont en effet deux traits fondamentaux qui leur sont communs: leur nature de classe et leur fonction politique.

Leur nature de classe d'abord: la petite-bourgeoisie, avec les illusions qu'elle traîne sur la démocratie bourgeoise, s'avère incapable de comprendre son caractère répressif, répressif à l'égard de la classe ouvrière et des larges masses. Chaque mesure de répression de la bourgeoisie, chaque renforcement de la dictature de la bourgeoisie, les voit redouter immédiatement le fascisme et voler au secours de la « démocratie » même quand

elle n'est pas menacée par l'essentiel.

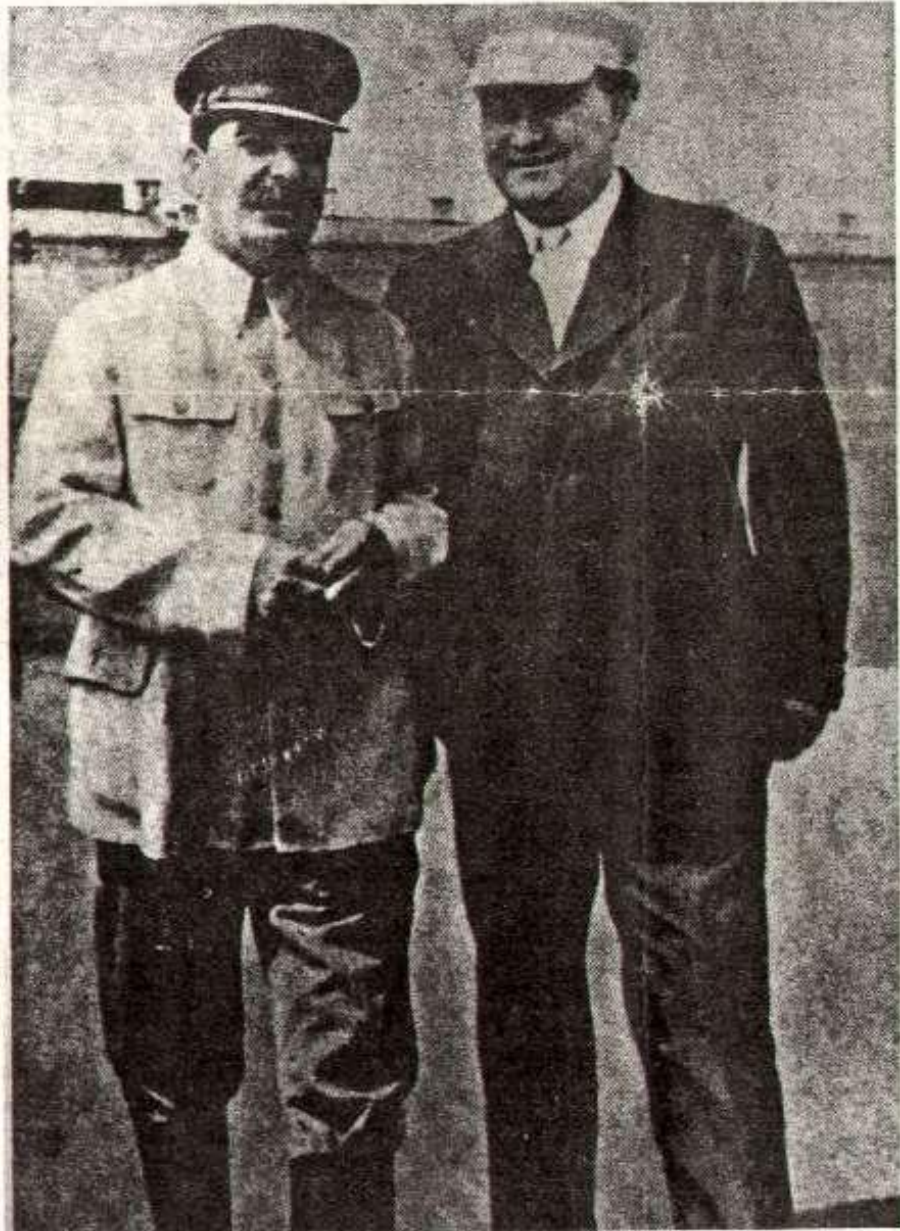
Leur fonction politique ensuite, profondément liée à cette nature de classe. Aujourd'hui que les premières brèches s'ouvrent dans la domination du révisionnisme sur la classe ouvrière, la tâche des révolutionnaires est de consacrer toute leur énergie à les élargir, à mobiliser les masses indépendamment des vieux partis dégénérés, à leur ouvrir, chemin faisant, la perspective de la Révolution Proletarienne, à édifier dans cette lutte le Parti prolétarien. Ouvrir la perspective de la Révolution, établir sans hésiter une démarcation nette avec le révisionnisme, ces deux tâches sont indissolublement liées. Or les révolutionnaires petit-bourgeois, tout en proclamant que la seule alternative au fascisme est la révolution Proletarienne, le socialisme s'acharnent dans la pratique à maintenir la classe ouvrière dans le sillage du P « c » F, sous prétexte d'édifier, qui le Front Unique prolétarien, qui le Front Populaire antifasciste. Certains s'adressent ouvertement aux directions révisionnistes et réformistes pour leur proposer l'unité. D'autres préfèrent proclamer que le Front Unique, le Front Populaire doivent se réaliser à la base. Dans la pratique, alors que malgré ses progrès, l'édification d'une force politique Révolutionnaire prolétarienne est encore à ses débuts, ils en viennent régulièrement à gesticuler comme les premiers à la queue des initiatives révisionnistes: c'est ce qu'ils avaient fait le 1^{er} mai, c'est ce qu'ils viennent de faire le 20 juin: c'est ce qu'ils ne manqueront pas de faire ouvertement à l'occasion de la dissolution de la « Ligue communiste ». Les uns comme les autres, en brandissant le drapeau de la révolution prolétarienne pour mieux détourner les masses vers le révisionnisme, font diversion dans la tâche d'édification du Parti prolétarien.

à bas la répression contre la classe ouvrière !

Face à ces diversions, les marxistes-léninistes ne se laissent pas détourner de leurs tâches de l'heure: commencer à arracher au révisionnisme, à gagner à la Révolution Proletarienne une première fraction de la classe ouvrière, en visant principalement les couches les plus exploitées.

Face aux diverses mesures de renforcement de la dictature bourgeoise, ils appelleront les masses à l'action en montrant le véritable visage de la « démocratie » sous le signe du capital. L'expérience de ces derniers mois montre, avec la circulaire Fontanet, avec la répression sauvage des dernières grèves ouvrières, que la bourgeoisie use particulièrement de son arsenal répressif contre les secteurs de la classe ouvrière qui tendent à échapper au révisionnisme. Aussi, c'est dans la défense du droit de grève et de liberté des manifestations pour la classe ouvrière dans la lutte contre les milices patronales que réside aujourd'hui pour l'essentiel l'application du mot d'ordre de Staline: « relever le drapeau des libertés démocratiques ».

C'est autour de ces tâches, dans la perspective de la Révolution Proletarienne, que nous appelons à s'unir la classe ouvrière et tous les progressistes disposés à soutenir son combat.



Staline et Dimitrov

que se développent des couches parasitaires; à l'intérieur de la bourgeoisie elle-même, la concentration du capital progresse de jour en jour. Autant de traits typiques de l'impérialisme à l'époque de sa crise générale. Autant de signes de la dépression qui vient, auxquels il faut ajouter la crise monétaire désormais permanente et l'aiguissement de la concurrence inter-impérialiste; mais non pas de traits d'une période de crise économique du type de celle des années 30; le grippage de toute la machine capitaliste, la régression considérable de la production qu'ont connus toutes les métropoles impérialistes, entre les 2 guerres, ne se sont pas encore produits. Tant bien que mal, les bagnes capitalistes produisent chaque année plus d'automobiles, plus de biens de toutes sortes, amenant progressivement le marché vers une saturation qu'il n'a pas encore atteinte. Pour féroce qu'il soit dans sa course aux profits maximums, la question ne se pose pas encore à l'impérialisme de faire porter à la classe ouvrière le poids de la

La paupérisation qu'elle subit accélère sa tendance profonde à rejeter l'influence du P « c » F passé à la bourgeoisie, à envisager l'issue révolutionnaire et à s'organiser dans ce but. Dès aujourd'hui, l'expérience accumulée dans les luttes quotidiennes tend à lui montrer que le P « c » F lui est étranger, qu'il ne sert en définitive que les intérêts d'une mince couche achetée par la bourgeoisie. Mais notre confiance profonde dans les capacités révolutionnaires de la classe ouvrière notre certitude qu'elle saura rejeter le révisionnisme ne nous cache pas qu'il s'agira d'une lutte longue, difficile et complexe. Si au lendemain de mai-juin 68, une frange de la classe ouvrière rejetait la direction du P « c » F, et recherchait une perspective révolutionnaire, force est bien de constater que, quelques années plus tard, ce germe de prise de conscience avait été gâché par l'opportunisme, que les mêmes travailleurs étaient pour un temps rentrés dans le rang militaient à la GGT et se montraient particulièrement furieux contre les « gauchistes »

à propos de la dissolution de la ligue trotskiste : INTERVIEW D'UN MILITANT MARXISTE ET LENINISTE

Front Rouge à l'occasion de l'interdiction de la Ligue trotskiste a interrogé Bernard Rey militant marxiste léniniste, qui été condamné après une inculpation de reconstitution du PCMLF en 1970. Il donne ici le point de vue des marxistes léninistes.

Front Rouge — *Que penses-tu des affrontements du jeudi 21 juin, lors du meeting d'«Ordre Nouveau» ?*

Bernard Rey — La tenue de meeting en plein Paris devait immanquablement provoquer une contre-manifestation comme cela avait été le cas lors du meeting précédent d'«Ordre Nouveau» au Palais des Sports en 71. Faire protéger les quelques centaines de nazillons rassemblés, par les forces de répression, c'était être sûr que les contre-manifestants les affronteraient ! C'est le caractère extrêmement violent de cet affrontement qui a surpris : 80 policiers blessés ! Le «Monde» et l'«Humanité» ont publié des témoignages émanant du Syndicat majoritaire de la police qui apportent une explication à l'ampleur de cet affrontement : les forces de répression sur le terrain auraient été privées par leurs responsables des renseignements, du matériel, des directives qui leur sont habituellement prodigués pour réprimer les manifestations ! Marcellin a mollement démenti.

En tout cas, cela a déclenché toute une campagne de propagande orchestrée à la radio et dans les journaux, pour dénoncer l'usage de la violence. Tout est fait pour convaincre les travailleurs que la violence ne mène qu'à l'échec, qu'il faut renoncer à son usage, qu'il faut se détourner des révolutionnaires qui la prônent.

FR — *Pourquoi cette campagne particulièrement aujourd'hui ?*

BR — A mon avis, cela s'explique directement par la situation actuelle et les difficultés qu'éprouvent la bourgeoisie dans les luttes actuelles. Depuis l'échec de la gauche aux élections de Mars, la classe ouvrière rejetant la tutelle des syndicats a en de nombreux endroits engagé des grèves sur ses véritables revendications, conduisant elle-même la

lutte. Sur des franges importantes de travailleurs, les perspectives de la «gauche unie» n'ont pas de prise aujourd'hui : l'échec de 73 a éclairé pour une période ces travailleurs sur le projet que constitue le programme commun. Ils sont parfaitement réceptifs aux idées révolutionnaires.

Cela, la bourgeoisie s'en rend parfaitement compte, dans plusieurs endroits, elle a lâché ses forces de police pour contraindre les travailleurs à arrêter leur lutte. Elle ne veut ni que se produise la soudure avec les révolutionnaires, ni que les travailleurs recourent à la violence pour refuser leur exploitation. La campagne orchestrée au lendemain du 21 juin, répond merveilleusement à cet objectif.

FR — *Que penser de l'interdiction de la Ligue trotskyste ?*

BR — Pour notre part, nous dénonçons la fausse symétrie pratiquée par la bourgeoisie : en mettant «Ordre Nouveau» et la Ligue trotskyste dans le même sac, elle cache habilement que sa politique d'immigration élaborée par Fontanet et Gorse, converge avec la revendication d'«Ordre Nouveau» : «Halte à l'immigration sauvage». Ceci dit, les Marxistes-Léninistes maintiennent intégralement leurs appréciations sur la fonction des groupes trotskystes, sans nier la présence dans leurs rangs de jeunes aspirant à faire la révolution et qu'il s'agit d'éclairer. Car la politique de la ligue trotskyste depuis qu'elle existe a consisté effectivement en cela : récupérer les franges des masses en rupture avec le révisionnisme à l'aide d'une phraséologie révolutionnaire, et par le biais d'un détour, les engager à nouveau dans la voie réformiste derrière les états-majors de la gauche. C'est ce qu'on a pu vérifier par exemple lors des

dernières élections, lorsque la Ligue après avoir présenté des candidats, a appelé à voter pour la gauche au 2ème tour. Mais aujourd'hui visiblement, ce groupe trotskyste n'avait aucune prise sur l'énergie révolutionnaire manifestée par les masses.

FR — *Mais que penser alors de la propagande qui se répand largement dans les journaux présentant la Ligue trotskiste comme le groupe révolutionnaire, le seul, le véritable.*

BR — C'est vrai, la propagande des journaux comme «Le Figaro» ou «Le Monde», ce que l'on raconte à la radio, développe cette idée. Pourtant rien n'est plus faux en ce qui concerne la Ligue trotskyste : c'est une organisation en déclin qu'a dissoute Marcellin. Et les preuves ne manquent pas. Aux élections de mars, la Ligue n'a même pas pu retrouver dans les circonscriptions où elle présentait des candidats, le pourcentage de voix acquis lors des élections présidentielles de 69 par Krivine. Le FSI, l'organisation mise sur pied par la Ligue pour faire croire qu'elle soutient la lutte des peuples indochinois, ne se manifeste plus en France depuis les accords de Paris. A Paris, alors que tout un temps, la Ligue a pu imposer sa loi dans l'organisation des manifestations, cette année, de cinquantis échecs lui ont été infligés : comme lors du mouvement lycéen où les tentatives d'encadrement bureaucratique des trotskistes ont échoué, comme le 19 mai, lors de la manifestation unitaire de soutien à la Palestine, où la Ligue qui prétendait imposer des mots d'ordre provocateurs s'est fait expulser ; comme le 1er Mai où la seule manifestation autonome par rapport aux révisionnistes a été le fait des marxistes-léninistes.

Il faut comparer la manière dont la presse bourgeois traite la Ligue trotskiste, à celle utilisée contre les marxistes-léninistes, ou même contre la Gauche Prolétarienne en 1970. En 1970, plusieurs militants marxistes-léninistes ont été arrêtés, traduits devant la cour de sûreté de l'Etat sous l'inculpation de reconstitution du P.C.M.L.F. ; plusieurs d'entre eux ont été condamnés à des peines d'emprisonnement. Qui,

sinon la presse marxiste-léniniste en a parlé ? En 1971 encore, c'est une dizaine de militants qui ont été à leur tour, inculpés de reconstitution de ce Parti ; certains même deux ans après n'ont toujours pas été jugés. Qui en a parlé ? De même, le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France, interdit le 12 juin 68, à ce que nous pouvons savoir, poursuit son édification dans la clandestinité, édite et diffuse régulièrement sa presse «L'Humanité Nouvelle», développe son activité révolutionnaire dans la classe ouvrière. Qui en parle ? Qui proteste contre l'interdiction du PCMLF, contre l'interdiction de sa presse, si ce n'est la presse des marxistes-léninistes et les masses qui les soutiennent ?

De même, si la presse a réservé une certaine part dans ces colonnes au procès de la Gauche Prolétarienne en 70, c'était pour traîner dans la boue ses militants, les traiter de voyous, d'illuminés... Le P.C.F. à l'époque avait réclaté avec hystérie, avant que cela soit fait la dissolution de cette organisation qualifiée de «gauchiste-Marcellin». Aujourd'hui le P.C.F. appelle à manifester contre l'interdiction de la Ligue, et des journaux comme «Le Monde», «Le Figaro» présentent cette organisation comme «l'organisation Révolutionnaire qui a réussi» !

Alors posons simplement la question, pourquoi les plumitifs bourgeois encensent-ils à ce point la Ligue trotskiste ? N'est-ce pas pour aiguiller les travailleurs à la recherche de perspectives Révolutionnaires, dans le marais trotskiste ?

FR — *Quelles autres conséquences de cette interdiction ?*

BR — Une telle mesure rappelle que la bourgeoisie est prête à réaliser toute une série de mauvais coups, en frappant directement la classe ouvrière. La fermeté manifestée par Marcellin n'est pas dirigée contre la Ligue trotskiste, mais bien contre les travailleurs et les Révolutionnaires : la campagne contre la violence «de gauche ou de droite», prétexte à l'interdiction, vise aussi à dissuader les travailleurs de recourir à la violence pour s'opposer à celle quotidienne de la bourgeoisie. Le précédent de la journée du 21 juin va être brandi contre les travailleurs qui voudront manifester contre la politique de la bourgeoisie, et sera le prétexte à les réprimer sévèrement. Les Marxistes-Léninistes appellent à la vigilance contre de telles mesures et mobiliseront les travailleurs contre elles. Poursuivons la lutte pour faire abroger la circulaire Fontanet ! Poursuivons la lutte pour nos revendications !

OCTOBRE n°2 le trotskisme contre la révolution prolétarienne

Passez vos commandes (5 F. l'exemplaire à C. REY, 240, av. Th. Braun - 69400 Villefranche.

Au sommaire de ce numéro :

- l'attitude des marxistes léninistes par rapport au mouvement trotskiste.
- les trotskistes et la révolution dans notre pays (à propos du programme de transition).
- la question de «l'autogestion socialiste».
- les trotskistes et le mouvement de libération nationale.
- les trotskistes face à la Révolution Culturelle Prolétarienne et à l'édification du socialisme en Chine.
- documents sur les procès de Moscou.

RIEN DE NOUVEAU AU P.S.



... sauf une nouvelle recrue

Une recrue de choix pour le PS et l'union de la gauche : Régis DEBRAY vient de se livrer dans le «Nouvel Observateur» à un long et vibrant éloge à la gloire de ... Mitterrand.

Régis Debray s'est fait un nom : dans les années 60, au moment où les premières forces marxistes-léninistes s'organisaient et engageaient la lutte contre la trahison révisionniste, Debray, alors étudiant, est devenu le principal porte-parole du courant guévariste, alors influent dans la jeunesse intellectuelle, et encouragé par les trotskistes. D'une part, ce courant répondait l'idée qu'au fond la révolution prolétarienne n'était plus possible dans des pays comme la France et il s'en détournait. En revanche, il prétendait (voir le livre de Debray «Révolution dans la Révolution») que dans les pays du «tiers-monde», il n'était pas besoin d'un parti communiste pour faire la révolution, ni d'une étroite liaison entre lutte politique et lutte armée : il suffisait de déclencher des «foyers» de guérilla, les masses suivraient ensuite. Guévara a payé de sa vie ces erreurs. Debray a passé 3 ans dans les prisons de la réaction bolivienne.

Mais, à peine sorti, il s'est enflammé pour l'Unité Populaire de Allende, au Chili, rejetant du même coup la voie de la lutte armée pour prôner la voie pacifique, parlementaire. Aujourd'hui, de retour en France, il déclare : «La Révolution n'est pas à l'ordre du jour en France... Penser aujourd'hui à un changement de régime en dehors du cadre électoral, c'est de la provocation ou de la débilite mentale.» Et il se jette dans les bras de Mitterrand.

C'est logique. Du culte romantique au fusil (à condition de l'employer hors de France et sans la direction du parti prolétarien) au crétinisme parlementaire, il y a bien une logique : l'attitude de la petite-bourgeoisie, révolutionnaire en paroles, mais profondément hostile à la révolution prolétarienne et la direction du parti marxiste-léniniste.

Le dernier Congrès du PS à Grenoble a au moins permis de préciser quelque peu l'image du «nouveau-PS», à travers statistiques et sondages publiés à l'occasion. Le PS n'a pas progressé et le plus souvent régressé dans les «bastions» de l'ancienne SFIO où il n'a pas été possible de faire croire que les vieux traités à la Mollet étaient devenus de «purs-militants». Là où le PS a progressé, c'est dans les grandes villes grâce aux «classes moyennes aisées et assez bien informées» (l'Unité). Et d'autre part, dans les zones rurales, grâce au ralliement d'une partie de l'électorat catholique et conservateur. Telles sont les grandes lignes du «renouveau» électoral du PS : essentiellement une percée vers toute une série de couches petites bourgeois. D'autre part, un certain gain d'influence, faible, dans la classe ouvrière et dû surtout au «syndicalisme chrétien» : la plupart des nouveaux cadres du PS sont issus de la CFDT et de la JOC.

Quant à la ligne, rien de nouveau. Plus que jamais, alliance avec le P.C.F. C'est en effet l'union de la gauche qui a permis de redonner une «virginité» à la vieille SFIO pourrie et discréditée. C'est ce qui lui a permis de gagner des voix. Et le but, c'est de devenir «le premier parti de France» : Tant que le marche-pied P.C.F. est utilisable dans ce but, il sera utilisé par le PS... Mitterrand a catégoriquement refusé tout «débat idéologique permanent» avec le P.C.F. Ce n'est pas (encore) le moment de soulever les divergences...

Est-ce à dire que la sacro-sainte union de la gauche est irréversible ? Nullement. La porte reste ouverte pour lâcher le P.C.F. dès que l'occasion s'en présentera et devenir la force principale d'un gouvernement centré avec des Lecanuet et des Schreiber. Mitterrand a catégoriquement refusé de condamner les

nombreuses alliances conclues par le PS avec les pirates réactionnaires au sein des municipalités comme Nice, Marseille (Deferre) et Lille (Mauroy). «Il n'y aura pas de chasse aux sorcières...»

A ce congrès, rien de nouveau : certes, jeunes loups à la Chevènement en mal d'arriver et vieux renards à la Mollet encore bien installés se sont affrontés ; certes la lutte pour les fromages municipaux, parlementaires, etc. est âpre, mais ils se complètent : les jeunes loups ont besoin de l'assise électorale des notables, et les vieux renards ont besoin de mettre en avant les militants autogestionnaires et autres pour ravalier la façade pourrie. Et tous se retrouvent donc d'accord pour s'accrocher à la locomotive Mitterrand, celle qui marchera le mieux, semble-t-il pour les présidentielles.

VENGEANCE

pour
mohammed BOUDIA
assassiné par les sionistes
avec la complicité
de l'impérialisme français

Mohammed BOUDIA, membre de l'OLP, ancien dirigeant du FLN a été assassiné le 28 juin à 11 heures du matin, en plein cœur de Paris. Les sionistes avaient placé un engin explosif dans sa voiture. De la même manière, ils avaient assassiné Mahmoud El-Hamchari, représentant de l'OLP en France dans son appartement à Paris. Koubaissi, membre du FPLP a été mitraillé à son tour en plein Paris.

Le terrorisme sioniste se développe partout en Europe. Les sionistes multiplient les assassinats de membres connus de la Résistance pour intimider le peuple palestinien. Aujourd'hui en Palestine occupée, les masses palestiniennes développent leur lutte politique et armée. Les attentats sionistes n'arrêteront pas ce courant irréversible.

L'impérialisme français est complice de ces crimes. Aucun assassin sioniste n'a été arrêté, les agents sionistes, porteurs de fusils, arrêtés à proximité du domicile de Mahmoud HAMCHARI peu avant son assassinat ont été relâchés, mais il y a 3 semaines, la police a perquisitionné la Librairie Palestine. La police française tente de faire croire que les militants assassinés se sont tués eux-mêmes en manipulant des explosifs ; l'Humanité a reproduit tel quel les mensonges policiers. Ces piètres mensonges ne trompent pas les amis de la Résistance Palestinienne.

Le 30 juin, plus d'un millier de personnes (français et immigrés) ont rendu un hommage émouvant à Mohammed BOUDIA sur les lieux mêmes de l'assassinat. Ils ont juré qu'ils resteraient aux côtés du peuple palestinien malgré toutes les tentatives d'intimidation. Il ont déposé des gerbes et chanté «Biladi», le chant de la Résistance Palestinienne qui retentira un jour sur la terre de Palestine libérée du sionisme.

A BAS LE SIONISME !

DE GAZA A HAIFA

LA RESISTANCE CONTINUE !

REVOLUTION

JUSQU'A LA VICTOIRE !

les responsables de la famine en Afrique appellent à la charité

Sur tous les magasins COOP, on a vu fleurir la photo d'une jeune mère africaine portant son nouveau-né, agrémentée du texte : « opération Sénégal 1 F pour la vie. Demain ils vont mourir de faim. Au Sénégal, il n'a pas plu depuis des années, les animaux meurent de soif, au bord des mares desséchées. Maintenant, c'est au tour des hommes. Il faut les aider vite. Très vite, voilà pourquoi COOP envoie au Sénégal 3000 tonnes de céréales. Voilà pourquoi COOP vous demande de vous associer à son effort. Pour vous 1 F, ce n'est pas grand chose. Pour eux, c'est 4 jours de vie. Pensez-y vite 1 F pour les maintenir en vie. Achetez un billet. »

Ainsi en quelques lignes, les publicistes de COOP veulent faire croire à la fois :

- que la famine, en Afrique, c'est uniquement la faute du ciel.

- que la seule générosité des sociétés capitalistes comme COOP peut sauver les sous-développés victimes du destin.

- que 0,25 F par jour, ça suffit bien pour faire vivre un sénégalais. Tandis qu'en France, on jette les pièces de 1 F par la fenêtre.

La télévision s'est mise de la partie. Et le CNPF, lui-même, a été pris d'un

grand élan de charité chrétienne et a signé un appel de «solidarité».

Le P-C-F et la CGT ont aussi emboîté le pas à cette croisade de charité hypocrite. Mais ils ne se sont pas beaucoup fendus : 1 million d'AF pour la CGT... et 500 000 pour le P-C-F ! (Le budget annuel officiel du P-C-F roule sur 2 à 3 milliards d'AF). Il est vrai que, pour les capitalistes, un sénégalais ne coûte que 0,25 F par jour...

Cette campagne est scandaleuse !

Le principal responsable de la famine, c'est l'impérialisme français qui a pillé et réduit à la misère les peuples de ces pays et continue à le faire. Un trust comme Lesieur fait main basse sur l'arachide du Sénégal, sur le café de Côte d'Ivoire. Ils volent la terre des paysans. Et pour mieux pressurer, les chaînes de magasins type PRISUNIC et MONOPRIX ont installé en Afrique, des chaînes de magasins qui vendent au prix fort les produits de ces pillages.

Le capitalisme français déporte des milliers d'Africains réduits par lui au chômage pour les surexploiter en France, dans ses usines.

Dénonçons l'impérialisme français qui affame l'Afrique et exploite les ouvriers de France !

une fillette immigrée assassinée par les flics

Malika Yezid, une petite fille de 8 ans est morte, jeudi dernier.

Elle habitait dans une cité de transit à Fresnes, une de ces cités où la bourgeoisie parque les travailleurs immigrés pour mieux les surveiller et les exploiter dans leur logement sous prétexte de les sortir des bidonvilles (voir FR n°61), ce qui veut dire entre autres quadrillages incessant des flics. C'est d'ailleurs au cours d'une de ces opérations de quadrillage, que les flics ont embarqué la petite Malika : ils l'accusaient d'avoir facilité la fuite de son frère aîné !

Elle a été questionnée 1/4 d'heure par les flics au commissariat, elle en est ressortie mourante. Les policiers nient l'avoir giflée, un médecin légiste raconte qu'elle est morte

de peur à la suite d'un choc psychologique qui aurait bloqué ses artères ! Dans tous les cas, elle a été victime de la brutalité policière qui se déchaîne sans limites, quand il s'agit de travailleurs immigrés.

Après Mohammed Diab assassiné dans un commissariat de Versailles, l'assassinat de Malika Yezid, fillette de 8 ans vient s'ajouter à la longue liste des travailleurs immigrés, victimes de la violence fasciste des flics. Les assassins de Malika, comme ceux de Diab et de tant d'autres bénéficient de la complicité du pouvoir qui les protège et les encourage.

FLICS ASSASSINS

A BAS L'APPAREIL D'ETAT CAPITALISTE.

LIBERTE POUR LES PATRIOTES MAROCAINS EMPRISONNES

Au procès de Kenitra, 137 accusés sont menacés de mort. Ils sont accusés d'avoir pris part à des opérations armées contre des bâtiments publics en mars 73. En fait, Hassan, cherche à détruire l'opposition de l'UNFP dont la plupart des accusés sont membres. Déjà au procès de Marakech en 71, 5 opposants au régime ont été condamnés à mort et exécutés. Le roi fait régner la terreur pour le compte d'une poignée de corrompus, et de l'impérialisme, en particulier l'impérialisme français.

UN REGIME DE TERREUR

Les milieux démocratiques et révolutionnaires sont les premières victimes de cette terreur. Les membres de l'UNFP dissoute et de l'UNEM dissoute également, sont enlevés et torturés pendant des jours et des jours. Ainsi Evelyne Serfaty arrêtée le 26 septembre 72 est torturée pendant 2 jours : «Vers le soir (du 27) je peux m'étendre, si j'essaie de m'asseoir, j'ai des vertiges terribles, je ne sens ni mes jambes ni mes pieds, chaque mouvement est une souffrance. Je ne peux avaler que du liquide, mon visage est tellement enflé que je peux à peine ouvrir la bouche».

Cette terreur s'exerce sur les plus larges masses, en particulier les masses paysannes qui constituent 70 % de la population. Au début 70 l'armée réprime des paysans venus occuper des terres que le gouvernement voulait céder à une entreprise US spécialisées dans l'élevage : 10 morts, 50 blessés ; en novembre 70, 6 morts à la suite de la répression de paysans venus occuper une terre abandonnée par un colon que l'état voulait transférer à un autre propriétaire.

PILLAGE IMPERIALISTE FRANCAIS

La «marocanisation» de l'économie lancée depuis 71 ne bénéficie pas au peuple marocain mais à quelques privilégiés (sur 700 000 km de terre récupérée 200 000 seulement ont été redistribués) c'est surtout une façon démagogique de favoriser le pillage impérialiste. «La marocanisation de l'économie ne doit pas être un frein aux investissements étrangers» a déclaré le 1er ministre marocain, en annonçant des privilèges fiscaux pour les capitaux étrangers au Maroc.

La France a une part importante dans l'aide étrangère au Maroc Bien qu'elle ne soit pas seule dans la course au pillage du Maroc, elle occupe une position de pointe : 41 % des importations et 38 % des exportations se font avec la France.

En septembre 72 la France a consolidé sa position. Ainsi la récupération des 200 000 ha de terres du Maroc encore occupées par des colons a donné lieu à de fructueuses négociations. L'active participation de la France au développement économique et social du Maroc, le développement des échanges commerciaux ont été préparés. Enfin, Schumann a promis «la consolidation de l'aide française», dont il dit qu'elle marque «la place privilégiée que le Maroc occupe dans la politique d'aide au développement que la France pratique».

Cette politique d'aide au développement est en fait une politique de pillage qui a permis en 1968 de rapatrier 820 millions de francs, plus du double du montant de l'aide française.



Mehdi Ben Barka, patriote marocain assassiné en 1965 avec la complicité de l'impérialisme français.

Dès la décolonisation les bureaux des grandes banques françaises avaient été rebaptisés : Crédit du Maroc, Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie, Société Générale Marocaine de Banque. Mais elles sont restées la propriété de la BNP, du Crédit Lyonnais, de la Banque de Paris et des Pays-Bas, de la Société Générale, tout en associant à leurs bénéfices les grandes familles marocaines : Lamrani, Benjelloun, etc... qui se partagent les postes ministériels et les postes économiques.

PILLAGE DES SOURCES DE MATIERES PREMIERE

Les banques françaises participent très activement au pillage du phosphate marocain ; les réserves marocaines représentent à peu près la moitié des réserves mondiales et occupent le 3ème rang mondial pour l'extraction. Grâce aux ressources en phosphates du Maghreb et en particulier du Maroc, les firmes françaises d'engrais chimiques s'assurent une place importante en Europe. Le phosphate marocain est aux mains de l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) mis en place au temps du protectorat. Après l'indépendance il est revenu au Maroc. Mais la recherche, l'encadrement sont restés entre les mains des colonialistes français, ce qui a permis à l'impérialisme français de s'assurer des ressources en phosphates à bon marché.

L'IMPERIALISME FRANCAIS AIDE HASSAN II CONTRE LE PEUPLE MAROCAIN

La place privilégiée qu'occupe l'impérialisme français au Maroc, explique l'acharnement qu'il met à soutenir Hassan II à tout prix. En 1956 l'impérialisme français a aidé Hassan à liquider l'Armée de Libération Nationale : les cadres de l'armée ont été

éliminés, les soldats renvoyés. A sa place ont été créées les forces armées royales, dont les cadres venaient de l'armée française. Cette armée s'illustre dans la répression des masses populaires qui culmineront par les massacres du Rif en 1958, menés par Oufkir, qui feront 10 000 morts.

- en 1965, les services de renseignement français aideront Oufkir à assassiner à Paris Mehdi Ben BARKA, prestigieux dirigeant de l'UNFP.

- aujourd'hui les militants torturés sont parfois interrogés par des policiers français ; des officiers français servent dans l'armée marocaine sous l'uniforme marocain.

OUVRIERS FRANCAIS, PEUPLE MAROCAIN MEME COMBAT !

La politique de pillage menée par l'impérialisme français conduit le peuple marocain à la misère la plus noire : 45 % des habitants des villes sont en chômage, 59 % des enfants ne sont pas alphabétisés.

Le pillage impérialiste oblige des milliers de marocains à venir en France chez Simca, chez Citroën, à Renault.

Les ouvriers marocains prennent une part active aux luttes des OS, comme à Pennarroya Lyon en 1972. La fin du pillage de leur pays et la fin de l'exploitation sont étroitement unis : la condition est la destruction de l'impérialisme français.

ACQUITEMENT POUR LES INCULPES DE KENITRA !

PLUS UN SOU, PLUS UN HOMME POUR HASSAN !

SOUTIEN A LA LUTTE DU PEUPLE MAROCAIN !

A BAS L'IMPERIALISME FRANCAIS !

LIBAN 73

communiqué
des
C.I.P.

Dans leur bulletin «Peuples en Lutte», les Comités Indochine Palestine dressent cette semaine un bilan provisoire détaillé de leur campagne de soutien financier au peuple palestinien : «Liban 73».

A l'heure où le bulletin a été tiré, 5 400 F ont déjà été rassemblés ; 3 100 ont été versés au Croissant Rouge et 900 F ont été consacrés à payer la moitié des frais de la collecte (impression des bons de soutien), les CIP prenant en charge l'autre moitié de leurs propres fonds.

Le bilan fait apparaître que l'essentiel des fonds sont constitués par les versements modestes des travailleurs, et sont autant de gages de l'internationalisme prolétarien.

D'autres fonds, déjà collectés ou en train de l'être, sont encore attendus. -

Nous demandons de ne plus envoyer de colis de médicaments à l'adresse précédemment indiquée. Les derniers envois doivent être faits à l'adresse suivante : Mr J. Archimbaud, c/o CIP, 8 rue du Roi de Sicile, 75004 Paris.

NOUVELLES PROPOSITIONS DU G.R.P. pour la paix les libertés démocratiques et la concorde nationale

Le 28 juin, les représentants du GRP à la conférence consultative de la Celle Saint-Cloud ont fait de nouvelles propositions pour l'application du cessez-le feu au Vietnam. Ces propositions réitérent les exigences du peuple vietnamien d'arrêt immédiat des actes de guerre et de libération des prisonniers politiques.

Elles offrent des mesures pratiques qui permettent la réalisation effective de la paix par la concorde nationale.

1. « Supprimer toute forme de coercition, tout camp de concentration, toute forme de regroupement et de résidence forcée de la population ».

2. Libre circulation des hommes et des idées à l'intérieur de chaque zone et entre les 2 zones.

« Les 2 parties sud vietnamiennes se mettent d'accord sur la publication d'une décision autorisant toutes les personnes de toutes les tendances politiques et religieuses à semer librement leurs activités dans les zones placées sous leur contrôle respectif et permettent la libre circulation des personnes de toute tendance entre les 2 zones.

Ces propositions répondent à l'exigence des masses vietnamiennes. Les paysans vietnamiens déportés dans les « hameaux stratégiques » mènent depuis des mois une lutte pour rejoindre leurs villages.

Ces propositions montrent également l'isolement grandissant auquel est acculé la clique de Thieu en refusant d'appliquer les accords. Dans la lutte pour la paix, des forces toujours nouvelles s'opposent à Thieu ; Thieu tente de les écraser par la censure et la prison. En vain la lutte héroïque des prisonniers, du fond de leur geôle, entraîne au combat des forces toujours nouvelles.

La troisième Composante exprime

de plus en plus clairement son opposition à la clique de Thieu et son accord avec la politique du GRP. Les propositions du GRP visent à permettre à toutes les forces favorables à la paix et à l'indépendance nationale de s'organiser et de s'exprimer sur tout le territoire du Sud Vietnam. Elles montrent que le GRP a une volonté réelle d'unité nationale, en permettant à ces forces de développer leur point de vue y compris dans les zones libérées. C'est ainsi qu'un représentant de la 3e force a pu déclarer : « Chaque jour grandit l'influence du GRP car il prône une politique de paix. Il ne peut être accusé de correction ; il se soucie de l'intérêt de la population et - fait essentiel - il n'est au service d'aucune puissance étrangère ».

Les nouvelles propositions du GRP sont complétées par la proposition de mettre sur pied un Conseil de Concorde et de réconciliation Nationale sur une base égalitaire. « Le conseil sera composé de 36 membres, chaque composant disposant de 12 membres ». « Chaque partie sudvietnamienne désignera les membres de sa propre composante au sein du conseil ». Le conseil National sera chargé d'organiser des élections générales pour que soit élue « une assemblée constituante réellement représentative de toutes les couches de la population du Sud Vietnam ».

La réalisation de la concorde nationale est le point central de la lutte au Vietnam aujourd'hui. Depuis les accords de Paris la population sud vietnamienne a puissamment manifesté la volonté de paix et de réconciliation. C'est la condition pour que l'indépendance nationale soit réalisée pour que les manœuvres US pour maintenir leur politique néocoloniale au Sud Vietnam soient déjouées. C'est pourquoi la politique du GRP est de plus en plus largement approuvée : elle correspond aux aspirations les plus profondes du peuple vietnamien.



Mme Ngo Ba Tánh, membre de la 3e composante, arrêtée, torturée, elle fait la grève de la faim pour que soit reconnue la 3e composante.

Le chant de la concorde

La politique de réconciliation nationale répond aux aspirations du peuple vietnamien. Elle s'applique des milliers de fois chaque jour à travers les retrouvailles dans les familles et des actes de fraternisation, témoin les extraits de ce récit intitulé « Chant de la Concorde ».

Dans la région de Quang Tri, une unité reçoit 3 kilos de bonbons et 2 cartouches de cigarettes à l'occasion du Têt 1973. Une idée vient aux combattants. Et si on allait porter cela aux soldats de Saigon ? 2 jeunes filles se portent volontaires pour accomplir la démarche.

Le lendemain matin vers 8 heures, les deux jeunes filles, accompagnées par une escouade, se dirigèrent vers le campement d'une compagnie de l'armée de Saigon. A 100 mètres du camp, les combattants les laissaient continuer seules leur chemin. (...)

Intriguées par la venue de ces deux combattantes apparemment non armées et arrêtées par la sentinelle en faction, une dizaine de soldats du camp sortirent de leur blockhaus et accoururent, leur capitaine en tête. (...) L'officier salua courtoisement les deux jeunes filles et les invita à pénétrer dans le camp. Quyt engagea la conversation.

- A l'occasion du Nouvel An, nous voulons venir vous offrir ce cadeau de la population, pour que vous fêtiez avec elle le premier Têt de paix et de réconciliation nationale, dans l'espoir d'apaiser dans une certaine mesure votre nostalgie, vous qui vivez loin de votre foyer.

- Nous vous remercions de ces égards fit l'officier visiblement gêné.

Est-ce l'étonnement ou bien l'émotion ? (...) Bientôt le cercle s'agrandit autour des deux jeunes filles. Celles-ci, comme si de rien n'était, continèrent à parler, transmettant aux soldats les vœux de la population. Lan et Quyt défirent les paquets de bonbons et de cigarettes et les distribuèrent à la ronde. Soudain un jeune parla :

- Mon capitaine, permettez-vous que je demande un autographe à ces demoiselles ? J'aimerais tant avoir un souvenir.

Lan sortit un tract sur lequel est imprimé en couleur une branche de fortilia, une branche de pêcher en fleur et une carte du Viet Nam. Elle signa et le donna au jeune soldat. Gagnés par l'atmosphère soudain détendue, qui les changea des longues journées monotones du camp, les soldats proposèrent aux jeunes filles de chanter avec eux quelques chansons.

Ainsi, par un matin de printemps, les chants du FNL retentirent dans le camp de V.

la bombe chinoise une arme au service des peuples opprimés

Le 27 juin, la République Populaire de Chine a procédé à un nouvel essai nucléaire. Au lendemain de l'accord Nixon-Brejnev sur la guerre nucléaire, ce succès du peuple chinois est un nouveau coup porté à la politique des deux superpuissances américaines et soviétiques qui prétendent régenter le monde. Pour tous les peuples du monde qui refusent le diktat impérialiste, c'est un précieux soutien « se défendre et infliger un échec au monopole nucléaire des superpuissances » tel est le but des essais nucléaires chinois, comme vient de le rappeler le gouvernement de la Chine Populaire.

En effet, derrière des paroles trompeuses sur la « paix », le « désarmement », l'URSS et les USA avec leur dernier accord aussi bien qu'avec les accords précédents sur la « limitation des essais nucléaires » ou la « non-prolifération des armes nucléaires » ont essayé d'interdire aux autres pays un armement nucléaire indépendant, tandis qu'eux mêmes conservaient intact et mieux, amélioreraient leur stock d'armes nucléaires disséminés dans leurs bases aux 4 coins du globe, s'en servant de moyen de chantage permanent contre les peuples.

Pour la Chine, briser ce monopole nucléaire ne signifie pas participer à la course aux armements, imiter les 2

superpuissances. Rien de commun avec l'impérialisme français qui lui aussi condamne le monopole des 2 superpuissances dans le seul but de ne pas être un parent pauvre pour le partage du monde. En effet, la Chine qui n'a aucun soldat hors de ses frontières, qui ne domine directement ou indirectement aucun peuple, pour quelles raisons se donne-t-elle un armement nucléaire ? Ce sont les mêmes qui en novembre 72 lui faisaient refuser à l'ONU la proposition soviétique de soi-disant « conférence mondiale sur le désarmement ».

Aux traîtres révisionnistes exigeant des peuples en lutte pour leur libération qu'ils déposent les armes, le délégué chinois à l'ONU répondit : « Si ces peuples ont pris les armes, c'est simplement parce qu'ils sont obligés de le faire, il n'est donc pas question de course aux armements. Pour les peuples de ces pays et de ces territoires à l'heure actuelle, la question d'une importance primordiale n'est assurément pas le désarmement, mais la sauvegarde de l'indépendance et de la souveraineté du pays, et la conquête du droit national à l'existence. Sans établir la distinction entre ceux qui menacent et ceux qui sont menacés, on demande à tous les pays de prendre des mesures de désarmement ; cette thèse ne saurait qu'engager le désarmement dans une

fausse voie et ne profite qu'aux impérialistes.

Pour la Chine qui bâtit le socialisme, il en va comme pour tous les peuples en lutte. Pas plus que pour ces peuples, le désarmement ne peut être pour elle à l'ordre du jour. A l'heure où sont pointées contre elle les fusées nucléaires soviétiques le long de la frontière avec l'URSS et avec la Mongolie, et les fusées nucléaires américaines des bases du Japon, de Tai-Wan, la Chine ne peut renoncer à renforcer sa défense dans tous les domaines, y compris nucléaire, sans risquer de voir son indépendance et sa liberté foulées aux pieds par les superpuissances.

Prenant toutes les mesures nécessaires pour faire face aux menées impérialistes, la Chine a prouvé sa volonté d'une paix véritable, c'est à dire non fondée sur l'acceptation du joug impérialiste. Elle est aujourd'hui le seul pays disposant d'armes nucléaires dont le gouvernement s'est engagé devant l'opinion mondiale à ce qu'« en aucun moment et en aucune circonstance, il ne sera le premier à utiliser de telles armes ». Et en fixant pour but à toute conférence mondiale sur le désarmement l'interdiction complète et la destruction des armes nucléaires, elle a mis au pied du mur les superpuissances qui refusent un tel objectif, afin de préserver leur monopole.

D'ICI LE 15 OCTOBRE
5 MILLIONS
1000 NOUVEAUX ABONNEMENTS

Après le succès, il y a plus d'un mois, de notre souscription de 4 millions, nous rappelons à nos lecteurs nos nouveaux objectifs :

- 5 millions d'ici le 15 octobre
- 1000 abonnements supplémentaires d'ici le 15 OCTOBRE

Le travail des marxistes-léninistes s'est largement développé au cours de cette année. Le travail de soutien à la presse qui permet de faire connaître aux larges masses la ligne des marxistes léninistes, qui est le support des liens à tisser avec elles, par l'agitation et la propagande doit en être le reflet. Le passage à 8 pages, rendu nécessaire par le développement de l'action et de l'audience des marxistes léninistes dans les masses à augmenté nos dettes et nos frais : impression et expédition du journal, locaux, achat de matériel, reportage, documentation. Le soutien par la souscription et la diffusion du journal est plus que jamais à l'ordre du jour. Malgré la période des vacances où nous savons que l'activité militante et la mobilisation des masses se ralentit, nos objectifs sont largement réalisables.

POUR LES 5 MILLIONS D'ICI LE 5 OCTOBRE

- que les camarades dans de nombreuses villes qui se sont engagées à nous fournir un montant régulier et fixe de souscription remplissent leur engagements dès maintenant ! Accumuler du retard comme pendant la précédente souscription obligerait à un trop grand effort à la fin de la souscription, au moment où le travail militant connaîtra un grand développement

et les tâches s'accumuleront.

- Que l'initiative prise par certains jeunes lecteurs sympathisants qui vont mettre à profit leurs vacances pour travailler pour Front Rouge soit un exemple pour tous nos jeunes camarades, lycéens, collégiens, étudiants : Une quinzaine, un mois de travail comme souscription exceptionnelle à Front Rouge !

POUR LES 1000 ABONNEMENTS SUPPLEMENTAIRES D'ICI LE 15 OCTOBRE

- mettons à profit les vacances pour abonner des personnes qui habituellement ne sont pas en contact avec nous pour prospecter de nouveaux points de vente et faire connaître plus largement le journal ! Que les camarades organisés dans leur ville se fixent des objectifs, que les lecteurs isolés prospectent de leur côté !

- Diffusons largement le journal dans les organisations de masse ! Que nos nouveaux camarades dans ces organisations deviennent à leur tour des prospecteurs et des diffuseurs !

- Nos tarifs d'abonnement pour un hebdomadaire à 8 pages exceptionnellement bas restent en vigueur jusqu'au 1er Septembre : profitons de cet atout pour multiplier les abonnements !

POUR DOUBLER LE CONTENU DE FRONT ROUGE DE MANIERE PERMANENTE, 5 MILLIONS, 1000 ABONNEMENTS SUPPLEMENTAIRES D'ICI LE 15 OCTOBRE !

IL Y A 11 ANS LE PEUPLE ALGÉRIEN, LES ARMES A LA MAIN, CHASSAIT L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Le 5 juillet 1962, après presque 8 ans de lutte armée, le peuple algérien mettait fin à plus d'un siècle de domination sans partage de l'Algérie par l'impérialisme français.

132 ANS DE DOMINATION COLONIALE

132 ans de pillage et de répression sanglante ; en effet, comme le disait Jules Ferry à l'époque de la conquête : « le seul critère à appliquer à cette entreprise est son degré d'utilité, c'est la somme d'avantages et de profits devant en couler pour la métropole ». On est donc bien loin de la « mission civilisatrice » tant vantée par les chantages du colonialisme.

Et d'ailleurs, l'Algérie d'avant la conquête était un pays féodal où le peuple était opprimé, mais était loin d'être une terre sauvage et non civilisée. C'est ainsi que son agriculture était suffisamment développée pour... exporter des céréales en France où sévissaient des disettes périodiques ! la colonisation a détruit cette civilisation-là et à instauré une oppression encore plus féroce que celle des féodaux. Là où il y avait des champs de blé, l'armée a tout brûlé, les colons ont chassé les paysans dans les montagnes et planté de la vigne, bien plus intéressante pour l'impérialisme. Les algériens chassés de leurs terres, réduits à la misère et au chômage ont été réduits à servir de chair à canon dans les guerres impérialistes, ou de main-d'œuvre à bon marché dans les riches domaines coloniaux ou les usines de métropole.

132 ans également, de lutte courageuse du peuple algérien. Depuis la résistance armée à la conquête coloniale, jusqu'aux grandes manifestations de Sétif en 1945, réprimées dans le sang par l'armée coloniale : 45 000 algériens assassinés sauvagement.

8 ANS DE LUTTE ARMÉE

Le 1er novembre 1954, le Front de Libération National (FLN) déclenche la lutte armée sur tout le territoire algérien. Aujourd'hui encore la propagande impérialiste prétend que cette guerre n'était le fait que d'une poignée d'hommes. C'est faux. En 58, l'Armée de Libération Nationale regroupait déjà 130 000 combattants dans les maquis algériens ; et ces combattants ont toujours pu compter sur le soutien de la population qui les abritait, les ravitaillait, les renseignait, soignait les blessés... Dans sa grande masse, le peuple algérien n'a pas été qu'un arrière pour les maquis, mais il a aussi combattu aux premières lignes. Le 20 août 55, ses dizaines de milliers de paysans armés de faux marchent sur Philippeville. Dans les villes, chaque année, le FLN organise des grèves générales massivement suivies, des grandes manifestations de rue avec des affrontements violents contre l'armée d'occupation. En France, les ouvriers algériens immigrés adhèrent en masse au FLN, et le 17 octobre 61, des dizaines de milliers d'entre eux manifestent à Paris.

L'armée coloniale avait du reste bien compris que cette guerre était l'affaire du peuple algérien tout entier, puisque la répression était massive : quadrillages, arrestations, tortures, des villages entiers massacrés... en tout 1 500 000 héros son morts pour l'indépendance.

Un autre mensonge de la propagande impérialiste consiste à dire que l'armée coloniale n'a subi aucune défaite et que De Gaulle a généreusement accordé l'indépendance. C'est également faux. Bouzegzeg, Ferma, Lafhouz,

Palestro... autant de batailles où l'armée coloniale a subi des défaites cuisantes. La zone d'Anaba entièrement contrôlée par l'ALN en 59, le massif des Aurès où les opérations «Véronique» et «Violette» en 55, «Ariège» en 60, visant à y anéantir les maquis ont lamentablement échoué. C'est bej et bien une grande victoire militaire, contre une armée d'occupation forte de 600 000 hommes et bien équipée, qu'a remporté le peuple algérien.

UN IMPORTANT RECU DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Car le 5 juillet 62, jour de l'indépendance, il s'agit bien d'une victoire du peuple algérien. La répression militaire avait échoué. Les manœuvres politiques aussi : celle de l'autonomie qui aurait maintenu intacte la domination coloniale, puis celle de la partition qui aurait conservé à la France le pétrole

sous la direction de divers clans de la bourgeoisie algérienne. C'est cette direction bourgeoise qui s'est appuyée sur les victoires des ouvriers et des paysans algériens pour négocier en 62 un compromis avec l'impérialisme français.

C'est ainsi que l'impérialisme français a réussi à préserver une partie de ses intérêts sous de nouvelles formes. Par exemple sous forme de participation dans des sociétés mixtes franco algériennes, de remboursement de prêts à gros intérêt, de partenaire commercial privilégié. Et surtout, l'impérialisme français continue à exploiter dans ses usines 750 000 ouvriers algériens.

La bourgeoisie algérienne tire pour elle-même de gros avantages de ce système. Grâce aux participations et aux prêts étrangers grâce aussi aux devises tirées de la vente du pétrole,



Le peuple tout entier participe à la lutte : ici, un combattant de l'ALN explique sa mission à un jeune garçon.

du Sahara et les richesses des plaines cotières.

L'impérialisme français est obligé de retirer d'Algérie son administration et son armée coloniale. Il évacuera quelques années plus tard la base de Mers-el-Kébir, qui était un pion important du dispositif militaire français en Méditerranée. Les colons français sont expropriés des grands domaines agricoles, certaines entreprises industrielles nationalisées. L'impérialisme tenait par dessus tout à conserver le pétrole, principale richesse de l'Algérie : il est obligé, petit à petit d'abandonner toute prétention sur le pétrole algérien. Le dernier accord, celui du 24 février 71 met fin aux privilèges fiscaux et limite considérablement les indemnités qu'exigeaient les sociétés pétrolières françaises.

UNE VICTOIRE DONT NE PROFITE PAS LE PEUPLE ALGERIEN

L'indépendance algérienne, c'est un recul de l'impérialisme français, mais pas encore sa défaite totale. Seule une direction prolétarienne sur la lutte de libération nationale aurait pu mener celle-ci jusqu'à la victoire totale. Ca n'a jamais été le cas en Algérie et, en l'absence d'un parti marxiste-léniniste, le FLN a toujours été placé

l'armée et l'administration se sont étoffées et se sont montées une multitude de sociétés nationales ou mixtes, d'usines à haute technicité : autant de sinécures grasses payées pour les représentants de la bourgeoisie locale. D'autant plus grasses payées, qu'elle met en concurrence différents impérialistes, et ne se vend qu'au plus offrant, qu'il soit russe, français ou américain.

Quant au peuple algérien, sa situation n'a guère changé depuis l'indépendance, et malgré tout le battage sur la réforme agraire, la grande majorité des paysans pauvres est restée pauvre et sans terre : 25 % des terres sont encore entre les mains de 3 % de propriétaires. 11 ans après l'indépendance, le chômage reste le problème n° 1 du peuple algérien : sur 4 algériens en âge de travailler, 3 n'ont pas d'emploi. 750 000 algériens sont obligés pour vivre d'aller chercher un emploi à l'étranger. Contrairement à ce que prétendent les admirateurs du régime, ceci n'a strictement rien à voir avec le socialisme : le socialisme, lui met au premier plan les intérêts des masses et non ceux d'une poignée. La révolution Socialiste reste à faire en Algérie.

11 سنة مضت ،

والشعب الجزائري أخذ
السلاح بيديه ليحارب
الإمبريالية الفرنسية .

le p"cf , ardent défenseur de l'impérialisme

Face à la lutte de libération nationale du peuple algérien, les révisionnistes du P«c»F se sont toujours montré de fidèles défenseurs de l'impérialisme français.

Déjà, en 1945, le P«c»F et le P«c»A avaient approuvé la répression sanglante des manifestants de Sétif et les 45 000 assassinats « la répression des actes criminels qui ont été commis est inéluctable et nécessaire » écrivait « Alger Républicain », organe du P«c»A au lendemain de Sétif.

Le 8 novembre 54, le P«c»F saluait le déclenchement de la lutte armée du peuple algérien ainsi : « Le PCF ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient par fomentés par eux... »

Dès lors, la guerre coloniale n'a fait que se développer avec l'appel du contingent et 600 000 soldats français en Algérie. En France, les ouvriers algériens sont soumis à une répression sanglante, arrestations, tortures, qui atteint son sommet le 17 octobre 61 avec l'assassinat des manifestants algériens. Face à cette situation, deux appelés isolés refusent de partir, certains communistes, comme Yveton qui sera fusillé sur ordre de Mitterrand, combattent dans les rangs du FLN, quelques intellectuels organisent des réseaux de soutien.

Le P«c»F condamne toutes ces initiatives. Il n'appelle pas à refuser la guerre coloniale ni ne combat la répression contre les ouvriers algériens en France. Au contraire, en 56, il vote les pleins pouvoirs qui permettront à Guy Mollet d'intensifier la guerre coloniale. Le P«c»F ne sait qu'appeler à la « paix en Algérie » et il ne mobilisera réellement les masses que lors des putschs militaires, des attentats de l'OAS et des assassinats de Charonne. Alors, il mettra en avant la montée du fascisme : une fois de plus la lutte contre le fascisme sert de prétexte pour ne pas prendre sérieusement en main la lutte contre l'impérialisme.

Car la ligne directrice de toute cette politique est bien la défense de l'impérialisme français. C'est du reste ce qu'expliquait en avril 56, Fajon à l'Assemblée des « Communistes » Parisiens : « Nous sommes sommes partisans de l'existence de liens durables entre la France et l'Algérie, dans l'ordre politique, économique et culturel, au sein d'une véritable Union Française. C'est l'intérêt de la France, la garantie de son maintien au rang de grande puissance. C'est également l'intérêt de l'Algérie la condition la plus favorable à l'essor de son économie et l'épanouissement de sa culture. »

C'est la même ligne que poursuit aujourd'hui le P«c»F quand il combat l'indépendance nationale pour les DOM/TOM et réclame l'autonomie, ou quand il demande le contrôle de l'immigration : une politique conséquente de défense de l'impérialisme français.

impérialisme français et bourgeoisie algérienne organisent l'émigration

La bourgeoisie algérienne a tout intérêt à maintenir et développer l'émigration. Elle voudrait faire passer l'émigration pour un mal nécessaire et provisoire, une séquelle de la domination coloniale.

En réalité, Boumediène lui-même a avoué, lors de la conférence Nationale sur l'émigration tenue en janvier 73, que « la présence de cette émigration n'est pas sans avoir certains aspects utiles. Du point de vue financier, l'émigration algérienne envoie en Algérie une somme appréciable d'argent... En tout un milliard de francs chaque année (le pétrole en rapporte 1,5 milliard).

Et puis, 750 000 émigrés, constituent 750 000 chômeurs en moins pour cette bourgeoisie nationale qui organise systématiquement le sous-emploi. En effet, la bourgeoisie algérienne parle beaucoup de réinsertion des immigrés mais quelles mesures prend-elle dans ce sens ? Le 2e plan quadriennal (74 à 77) prévoit la création de 30 000 emplois par an et chaque année, 170 000 jeunes arrivent sur le marché de l'emploi. A ce rythme là, loin de se résorber l'émigration ne peut que se développer.

Du reste, il suffirait de lire le n° 156 du très officiel « Algérie en Europe » pour saisir toute l'hypocrisie des pro-

positions de réinsertion des immigrés : « évidemment, faire revenir d'un coup 700 000 âmes est impensable. Et à vrai dire, démagogie mise à part, nul n'y a jamais songé. Il est clair qu'il s'agit de faire appel à une seule catégorie, les ouvriers qualifiés. » Quand on sait que 80 % des immigrés algériens en France sont manœuvres ou OS, on comprend que la bourgeoisie algérienne se désintéresse totalement du sort des immigrés algériens, si ce n'est pour les devises qu'ils rapportent.

Dans ces conditions, la bourgeoisie algérienne et l'impérialisme français s'entendent parfaitement sur cette question : l'un à besoin d'ouvriers qualifiés, l'autre d'OS. La France accepte de former en F.P.A. un contingent, très faible du reste, d'ouvriers qualifiés, moyennant quoi les gouvernements français et algériens s'arrangent pour contrôler l'immigration d'abord par l'O.N.A.M.O. en Algérie, puis par la délivrance des cartes de résidence en France. Car les accords franco-Algériens de 68 et 69 instituent un contrôle semblable à celui institué par la circulaire Fontanet. Donc si la circulaire ne s'applique pas directement aux algériens ils ne sont pas pour autant des privilégiés. D'autant plus que les récentes mesures Gorse, qui interdisent une première embauche en intérim, ou qui poussent aux foyers-casernes, s'appliquent, elles, aux algériens.